DIAL 3788

AMÉRIQUE LATINE - La présence de la Chine

José A. Amesty Rivera

mercredi 22 juillet 2026, mis en ligne par Dial

Depuis une quinzaine d'années, Dial *documente à intervalles réguliers les avancées de la présence chinoise en Amérique latine [1]. Dans ce texte publié par Amerindia en la red le 23 mai 2026, José A. Amesty Rivera explique qu'en 2026 la Chine est désormais omniprésente et occupe des positions stratégiques dans différents secteurs et régions.*

Les gens ordinaires de nos peuples latino-américains ne parlent plus seulement de la Chine comme d'un pays lointain qui achète du pétrole, du fer ou du soja, mais comme d'une puissance qui entre désormais « jusque dans nos cuisines » en Amérique latine et qui s'impose non seulement dans le commerce mais dans des domaines comme le commerce, la technologie, les ports, les routes, l'énergie, les télécommunications, l'intelligence artificielle, la surveillance numérique et même le jeu politique de la région.

En 2026, la Chine a cessé d'être simplement « un grand client » pour devenir l'un des acteurs les plus puissants en Amérique latine et disputer aux États-Unis et à l'Union européenne le contrôle économique et stratégique du continent.

Et dans les faits tout cela n'est pas arrivé du jour au lendemain ; pendant que l'Amérique latine s'enfonce entre la dette, les crises économiques, la corruption, les industries en faillite et les gouvernements désespérés en quête de financement, Beijing arrive en promettant argent frais, grands travaux et technologie sans sermons politiques ni conditions contraignantes.

C'est en procédant ainsi que la Chine a su s'ouvrir les portes et ce qui ressemblait il y a vingt ans à une simple opération commerciale se traduit aujourd'hui par une transformation complète des rapports de pouvoir en Amérique latine.

La Chine contrôle déjà ou est présente dans les ports, les réseaux électriques, les mines, les télécommunications, les projets énergétiques, les satellites et les systèmes technologiques sensibles ; son influence se fait sentir des rues de Bogotá aux mines de lithium en Bolivie, en passant par le pétrole vénézuélien et les ports géants du Pacifique.

Et tandis que de nombreux gouvernements applaudissent aux investissements et aux accords réalisés, d'autres disent craindre que la région entre dans une nouvelle forme de dépendance étrangère ; car si l'interlocuteur a bien changé, le risque d'une subordination demeure.

Le commerce est probablement la face la plus visible de cette expansion. La Chine est déjà le principal partenaire commercial de plusieurs pays sud-américains, en achetant d'énormes volumes de soja, de cuivre, de fer, de pétrole, de viande et de lithium, tandis qu'elle inonde la région de machines, technologies, panneaux solaires, produits industriels et véhicules électriques.

Actuellement, le commerce entre la Chine et l'Amérique latine dépasse un demi-milliard de dollars par an,

chiffre qui semblait relever de la science-fiction il y a deux décennies.

Mais derrière ces jolis chiffres se cache une réalité embarrassante : l'Amérique latine continue d'exporter de la matière première bon marché et d'importer des produits industrialisés ; autrement dit, nous continuons de jouer le vieux rôle de fournisseurs de ressources naturelles tandis que d'autres gardent la main mise sur la technologie, l'industrie et les gros bénéfices.

Le Brésil est l'un des meilleurs exemples. La Chine est devenue le principal acheteur de soja brésilien et absorbe également d'énormes quantités de fer, de pétrole et de viande ; des régions agricoles entières du Brésil dépendent directement des décisions de Beijing. Si la Chine achète davantage, l'économie rurale respire et si la Chine réduit ses achats, des milliers de producteurs tremblent. Ce degré de dépendance préoccupe déjà certains secteurs de l'industrie brésilienne, notamment parce que des produits chinois beaucoup moins coûteux font du tort à des usines locales et accroissent la vulnérabilité de l'économie.

Pendant ce temps, des entreprises chinoises gagnent du terrain dans les secteurs des réseaux électriques, de l'énergie, des ports et des télécommunications. Huawei est quasiment devenu l'acteur principal de l'essor technologique brésilien et il est très actif dans les réseaux 5G.

Par ailleurs, des marques chinoises de véhicules électriques s'implantent de manière agressive sur le marché latino-américain, prenant peu à peu la place de fabricants occidentaux. Et c'est ici que la bataille géopolitique devient sérieuse, parce que la 5G n'est pas seulement de l'Internet rapide et cela concerne également l'intelligence artificielle, l'automatisation industrielle, la surveillance urbaine et le contrôle des infrastructures critiques.

Washington le sait parfaitement, raison pour laquelle les États-Unis font pression sur des gouvernements latino-américains pour freiner la poussée technologique chinoise.

L'Argentine est confrontée à une autre situation délicate. Le pays possède l'une des plus grandes réserves de lithium de la planète, ressource clé pour les batteries, les voitures électriques et toute la transition énergétique mondiale. La Chine s'est déjà fortement implantée dans ce qu'on appelle le « triangle du lithium », qu'elle partage avec la Bolivie et le Chili. Mais, en plus du lithium, la Chine a financé barrages, voies ferrées et projets énergétiques en Argentine. Le point le plus sensible demeure la station spatiale chinoise implantée à Neuquén, en pleine Patagonie. Officiellement, il s'agit d'une base scientifique.

Officieusement, beaucoup à Washington la soupçonnent de servir à des fins militaires ou de renseignement. Cela montre que la concurrence entre Chine et États-Unis se manifeste non seulement en Asie ou en Mer de Chine méridionale ; la bataille se joue également sur le territoire latino-américain.

Le Chili occupe une autre position clé en ayant la main sur certains des minerais les plus importants pour l'avenir énergétique mondial. Le cuivre chilien est vital pour des industries technologiques et électriques, tandis que le lithium devient pratiquement l'or des temps modernes. La Chine est déjà présente dans les secteurs chiliens de l'extraction minière, de l'énergie et des télécommunications.

Et les États-Unis regardent avec préoccupation des projets qui concernent câbles sous-marins, centres de données et réseaux numériques stratégiques, parce que quiconque sera maître des minerais critiques et de l'infrastructure numérique du futur jouira d'un avantage puissant sur l'économie mondiale.

Le Pérou est devenu l'un des principaux laboratoires de l'expansion chinoise en matière d'infrastructures ; des entreprises chinoises jouissent d'une énorme présence dans des mines de cuivre et d'or, mais le projet qui préoccupe le plus Washington est le port géant de Chancay. Ce port, financé par des capitaux chinois, pourrait bouleverser les routes commerciales entre l'Amérique du Sud et l'Asie. Pour Beijing, il constitue une pièce stratégique de son expansion maritime dans le monde ; pour les États-Unis, il s'agit d'un autre pôle de l'influence chinoise qui se développe dans le Pacifique latino-américain.

La Bolivie est elle aussi entrée de plain-pied sur l'échiquier géopolitique grâce au lithium. Pendant des

années, le pays a éprouvé des difficultés à industrialiser ses réserves et c'est alors que la Chine est venue lui offrir financement, technologie et accords industriels. Par ailleurs, les accords se sont multipliés concernant satellites, télécommunications et surveillance numérique. Beaucoup qualifient le lithium de « pétrole du XXI^{e} siècle », ce qui n'est pas exagéré. Le pays ou le bloc qui dominera cette ressource possédera un énorme pouvoir sur l'économie énergétique de l'avenir.

Le Venezuela est sans doute le pays aux liens les plus profonds avec la Chine. Des années durant, Beijing a consenti des prêts de milliards de dollars adossés au pétrole vénézuélien, et y compris pendant la débâcle économique, la Chine a maintenu son soutien financier, technologique et diplomatique au gouvernement vénézuélien. Des entreprises chinoises se sont implantées dans les secteurs des télécommunications, des systèmes de contrôle étatique et de surveillance numérique, ce qui a eu pour effet de déclencher l'alarme à Washington. Car, pour les États-Unis, il ne s'agit pas seulement d'échanges commerciaux, mais aussi d'une expansion de modèles de contrôle politique exploitant de la technologie chinoise.

La Colombie fait montre d'un autre phénomène intéressant : bien que, historiquement, elle ait été l'une des alliées les plus proches des États-Unis en Amérique du Sud, la Chine a réussi à réaliser une forte percée dans les domaines des infrastructures et de la technologie. Le métro de Bogotá, construit par un consortium chinois, est l'un des symboles les plus visibles de cette percée. Des entreprises colombiennes ont même commencé à s'intéresser à l'Asie tandis que certains marchés occidentaux sont en perte de vitesse ; le message envoyé est très clair : les alliés traditionnels de Washington eux-mêmes cherchent à diversifier leurs relations.

Le Mexique vit peut-être l'équilibre le plus compliqué de tous : son économie dépend profondément des États-Unis, mais la Chine joue désormais un rôle clé dans le secteur manufacturier, l'électronique et les véhicules électriques. Washington accuse constamment des entreprises chinoises d'utiliser le territoire mexicain pour échapper aux droits de douane et infiltrer indirectement le marché états-unien. Pendant ce temps, les fabricants chinois continuent de se développer en associant des prix plus abordables et une production massive ; le Mexique essaie de jouer sur les deux tableaux sans couper les liens ni avec l'un ni avec l'autre.

Le Panamá demeure un joyau géopolitique du fait du canal interocéanique. Voilà des années que la Chine a compris que le contrôle des routes logistiques mondiales importe autant que le contrôle du pétrole ou des minerais. Des entreprises chinoises sont présentes dans les secteurs des installations portuaires, des infrastructures maritimes et dans des projets stratégiques liés au commerce international. Et il est clair que les États-Unis n'ont pas l'intention de rester passifs à regarder comment Beijing gagne du terrain dans l'un des points les plus sensibles du continent.

L'Équateur a lui aussi bénéficié d'un important afflux de capitaux chinois dans les domaines de l'hydroélectricité, de l'industrie minière et du pétrole, mais plusieurs projets ont finalement été remis en question pour cause de surcoûts, de défaillances techniques et de dépendance financière. Cela donne lieu à un autre débat qui va en s'amplifiant en Amérique latine. La Chine contribue-t-elle vraiment au développement ou est-elle simplement en train de bâtir une nouvelle forme de dépendance ?

L'Uruguay essaie de préserver l'équilibre, en commerçant de plus en plus avec la Chine, en vendant des produits agricoles et en consolidant des accords technologiques, mais sans rompre totalement avec l'Occident.

Le Costa Rica joue un rôle symbolique important parce qu'il a été l'un des premiers pays de l'Amérique centrale à rompre les relations avec Taiwan pour reconnaître officiellement la Chine. Depuis lors, les investissements, la coopération technologique et les infrastructures se sont développées. Mais des enquêtes ont également été lancées sur les activités minières illégales et le trafic d'or liés à des réseaux internationaux supposément connectés au marché chinois. Cela montre que l'expansion économique peut aussi avoir partie liée avec des réseaux criminels, de la corruption et des atteintes à l'environnement.

À Cuba et au Nicaragua, la relation avec la Chine comporte en plus une composante politique très

claire, les deux gouvernements voyant en Beijing un allié face aux sanctions et pressions occidentales. La Chine y est présente dans les domaines des télécommunications, des infrastructures et du financement public.

Au Nicaragua, le resserrement des liens s'est fortement accéléré après la rupture des relations diplomatiques avec Taiwan. Et pendant ce temps des pays comme **le Paraguay** fait face à des pressions économiques intérieures pour qu'il se rapproche lui aussi de Beijing.

La bataille diplomatique entre la Chine et Taiwan bat son plein en Amérique latine.

Un des secteurs où la Chine progresse le plus vite est celui des véhicules électriques. Des marques comme BYD, Chery, Geely et MG sont en train de s'imposer avec des modèles meilleur marché et plus compétitifs que beaucoup de concurrents occidentaux. En ce sens, le Brésil, le Mexique, le Chili et la Colombie constituent des marchés prioritaires.

Certes cela accélère la transition énergétique, mais cela accroît aussi la dépendance technologique à l'égard de chaînes industrielles contrôlées par la Chine. Huawei continue de dominer une bonne partie des télécommunications d'Amérique latine en dépit de toute la pression exercée par Washington. Et il ne s'agit pas ici seulement des téléphones portables ou d'Internet, mais aussi de l'intelligence artificielle, de l'automatisation, de la surveillance urbaine et de la sécurité nationale.

Les États-Unis craignent que la Chine finisse par acquérir un accès privilégié à des infrastructures critiques latino-américaines par le biais de ces technologies.

L'espace fait désormais partie de la bataille. La Chine développe une coopération spatiale avec l'Argentine, la Bolivie, le Venezuela et le Brésil, officiellement dans le cadre de projets scientifiques, mais Washington soupçonne la possibilité d'utilisations militaires en parallèle. La compétition spatiale a cessé d'être le domaine réservé des superpuissances traditionnelles.

L'Amérique latine a désormais sa place sur l'échiquier géopolitique. Les critiques à l'endroit des avancées de la Chine se font de plus en plus virulentes. De nombreux économistes croient que la région court le risque de s'enfoncer à nouveau dans le vieux modèle extractiviste, qui consiste à exporter des ressources à bas coût, pendant que d'autres développent l'industrie et la technologie. D'autres alertent sur la dette, la perte de souveraineté et la dépendance technologique.

En outre, des communautés indiennes et des groupes écologistes dénoncent la pollution, la destruction de l'environnement et les conflits sociaux liés à des projets extractifs impulsés par des entreprises étrangères et notamment chinoises.

Mais, dans le même temps, de nombreux gouvernements répondent par un raisonnement simple : l'Occident n'a jamais offert le niveau de financement et d'infrastructures qu'offre aujourd'hui la Chine, et c'est là la grande contradiction sur le sujet. Pour certains, Beijing représente une opportunité historique de croissance, de développement, de modernisation et de diversification économique. Pour d'autres, ce qui est en jeu est la naissance d'une nouvelle dépendance à l'égard de l'étranger, déguisée en coopération.

Une chose est sûre : en 2026 l'Amérique latine n'est plus un simple spectateur du conflit mondial. Elle constitue désormais l'un des champs de bataille les plus importants du différend opposant la Chine et les États-Unis en matière de ressources, de technologie, d'énergie et de contrôle économique. La Chine n'est plus seulement une acheteuse de matières premières mais devient une actrice profondément engagée dans des secteurs clés de la région, comme le lithium, le cuivre, les ports, les télécommunications, l'intelligence artificielle, l'activité minière, l'énergie, la surveillance numérique et la mobilité électrique.

La grande question est de savoir si l'Amérique latine parviendra à utiliser cette relation pour renforcer ses propres industries et gagner en souveraineté économique et en développement, ou si elle finira piégée dans un modèle de dépendance, d'endettement et de contrôle technologique étranger. Parce que le

combat pour l'Amérique latine a déjà commencé et ce qui se passera dans cette région au cours des prochaines décennies pourrait définir une bonne partie du nouvel équilibre mondial.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3788.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : Amerindia en la red, 23 mai 2026.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3126 - « AMÉRIQUE LATINE-CHINE - Les dangers d'une relation nouvelle », 3341 - « AMÉRIQUE LATINE - La Chine avance ses pions », 3422 - « VENEZUELA - Le regard de la Chine », 3453 - « NICARAGUA - Les dilemmes de cet « autre temps » », 3772 - « NICARAGUA - La Chine « fait main basse » sur le pays, bien qu'Ortega prétende qu'elle ne vient pas « faire des affaires » ».